



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

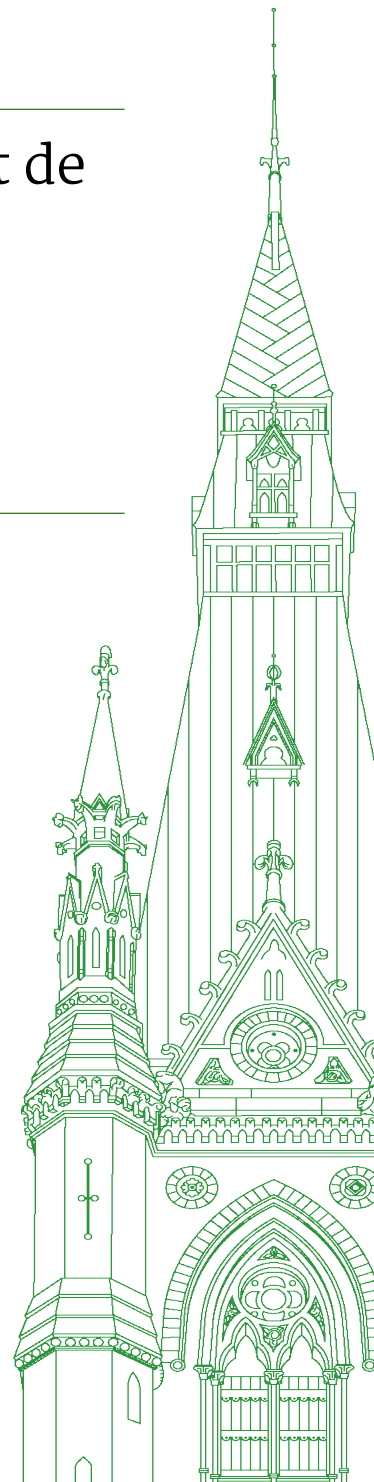
TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 019

PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY

Le lundi 8 décembre 2025

Président : Michael Coteau



Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le lundi 8 décembre 2025

• (1540)

[Traduction]

Le président (Michael Coteau (Scarborough—Woburn, Lib.)): La séance est ouverte.

Bienvenue à la réunion numéro 19 du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Conformément au Règlement, la réunion se déroule selon une formule hybride. Les députés y participent en personne dans la salle et à distance grâce à l'application Zoom.

Avant de poursuivre, j'aimerais inviter tous les participants qui se trouvent dans la salle à consulter les directives qui figurent sur les cartes placées sur les tables. Ces mesures ont été mises en place pour prévenir les incidents sonores et les problèmes de retour de son pour protéger la santé et la sécurité de tous les participants, y compris des interprètes. Vous remarquerez également qu'un code QR figure sur la carte; il mène à une courte vidéo de sensibilisation.

Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole ou de répondre aux questions d'un député. Les personnes qui participent par vidéoconférence devront cliquer sur l'icône du microphone pour activer leur micro. Veuillez le mettre en sourdine lorsque vous n'avez pas la parole.

Pour les personnes qui participent sur Zoom, au bas de votre écran, vous pouvez sélectionner le canal d'interprétation approprié: parquet, anglais ou français. Les personnes présentes dans la salle peuvent utiliser l'oreillette et choisir le canal pertinent. Tous les commentaires doivent être adressés à la présidence.

Les députés présents dans la salle qui souhaitent s'exprimer doivent lever la main, et le greffier m'en informera. Quant aux personnes qui utilisent Zoom, elles devront recourir à la fonction « Lever la main ». Le greffier et moi-même gérerons de notre mieux l'ordre des interventions. Nous vous remercions de votre patience et de votre compréhension à cet égard.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le lundi 24 novembre 2025, le Comité entame son étude du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2025-2026.

Nous accueillons aujourd'hui l'honorable Heath MacDonald, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire. Il est accompagné de représentants du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

Monsieur le ministre, je vous souhaite de nouveau la bienvenue, à vous et à vos collègues, devant ce comité. Il s'agit de votre deuxième comparution. Nous vous remercions d'être ici.

Je vous donne la parole, monsieur le ministre. Vous disposez de cinq minutes pour vos observations préliminaires.

L'hon. Heath MacDonald (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): Merci, monsieur le président. Je suis heureux d'être ici.

Bonjour à tous.

Les semaines qui se sont écoulées depuis notre dernière rencontre ont été très chargées. Immédiatement après notre réunion, j'ai fait un excellent voyage en Colombie-Britannique. J'ai rencontré des agriculteurs et des transformateurs d'aliments provenant d'un large éventail de secteurs, y compris des fruiticulteurs, des exploitants de serres et des transformateurs d'aliments à valeur ajoutée, ainsi qu'un fabricant de vitamines qui exporte ses produits vers 45 pays. J'ai également pu m'entretenir avec la ministre Popham afin d'examiner les priorités de la Colombie-Britannique pour le prochain cadre stratégique, qui débutera en 2028.

À la fin du mois d'octobre, j'ai dirigé une mission en Chine. Comme vous le savez, la Chine est notre deuxième client en importance pour les produits agricoles et agroalimentaires et les fruits de mer. Nous nous sommes efforcés de renforcer notre présence et nos partenariats en Chine, et nous continuons de rajuster nos relations.

Je dois dire que nos hôtes chinois se sont montrés très réceptifs et que nous avons eu des discussions ouvertes et honnêtes. Nous avons pu écouter nos intervenants et constater par nous-mêmes les possibilités et les défis. Il est si important de se rencontrer en personne, d'associer un visage à un nom et de nouer ces relations.

À Pékin, j'ai eu l'occasion d'inaugurer officiellement un bureau canadien de promotion de la viande, qui permettra aux producteurs canadiens d'être présents sur le terrain afin d'établir un contact direct avec nos clients et de répondre à leurs besoins. J'ai été ravi de constater par moi-même que la réputation de qualité de la marque canadienne continue de croître en Chine.

Nous avons aussi rencontré des hauts fonctionnaires chinois, dont le ministre chinois chargé de l'administration générale des douanes, qui est l'équivalent de l'ACIA en Chine. J'ai soulevé les graves problèmes d'accès au marché auxquels nous sommes encore confrontés avec la Chine, y compris les tarifs douaniers sur notre canola, nos fruits de mer, notre porc et nos pois. Un signe positif a été leur volonté de reprendre les travaux des groupes de travail techniques bilatéraux, ce qui constitue une étape cruciale pour que nous puissions nous attaquer aux obstacles liés à la réglementation.

J'y suis allé tout juste après la rencontre fructueuse entre le premier ministre et le président Xi et pendant la visite de la ministre Anand. Mes collègues du Cabinet et moi-même sommes résolus à poursuivre le dialogue tout en cherchant des moyens de soutenir nos producteurs, nos transformateurs et nos exportateurs.

Parallèlement, nous continuons d'aider tous les agriculteurs à faire face aux difficultés financières liées aux perturbations du marché, à l'augmentation des coûts et à d'autres enjeux. La semaine dernière, j'ai eu l'honneur de prendre la parole lors du 101^e congrès de la United Progressive Alliance à Québec. J'ai pu participer à une table ronde avec des producteurs, visiter les installations d'Ideal Can et me rendre à l'Université Laval pour observer le travail important accompli dans les domaines de la science et de la recherche en agriculture et en agroalimentaire.

Comme le prévoit ce budget des dépenses, nous investissons 108 millions de dollars pour améliorer le programme Agri-stabilité, en faisant passer le taux d'indemnisation des agriculteurs de 80 % à 90 % et le plafond de paiement par exploitation agricole de 3 millions à 6 millions de dollars. Les améliorations apportées au programme Agri-stabilité font partie d'une enveloppe qui totalise plus de 639 millions de dollars sur cinq ans dans le budget de 2025. Celle-ci comprend 75 millions de dollars destinés au programme Agri-marketing visant à améliorer et à diversifier les produits et à les promouvoir sur de nouveaux marchés; 97,5 millions de dollars visant à porter à 500 000 \$, pour les années de programme 2025 et 2026, la limite des avances sans intérêt du Programme de paiements anticipés pour le canola; et 372 millions de dollars pour mettre en place une mesure incitative pour la production de biocarburants afin de favoriser la stabilité et la résilience des producteurs nationaux de biodiésel et de diésel renouvelable.

De plus, Financement agricole Canada a lancé le Programme de soutien à la clientèle en cas de perturbations commerciales pour offrir 1 milliard de dollars en nouveaux prêts visant à atténuer les difficultés financières que doit surmonter l'industrie agricole et alimentaire canadienne. Nous avons également répondu aux besoins du secteur bovin en rendant les coûts d'alimentation liés aux pâturages admissibles au titre du programme Agri-stabilité, et nous cherchons à obtenir le consensus nécessaire des autres administrations.

Afin d'aider les producteurs à répondre à leurs besoins en main-d'œuvre, le budget de 2025 propose d'affecter 307 millions de dollars à la Stratégie emploi et compétences jeunesse dans le but d'offrir des emplois, une formation et d'autres formes de soutien à environ 20 000 jeunes par année, y compris dans le secteur agricole.

L'industrie s'est également montrée très favorable à d'autres mesures prévues dans le budget de 2025: l'annulation de l'augmentation proposée du taux d'inclusion des gains en capital afin que les exploitations agricoles familiales puissent continuer à assurer leur relève; un investissement proposé de 5 milliards de dollars sur sept ans pour créer le Fonds pour la diversification des corridors commerciaux afin de renforcer les chaînes d'approvisionnement et de débloquer de nouvelles possibilités d'exportation; 76 millions de dollars pour aider l'Agence canadienne d'inspection des aliments à soutenir les outils commerciaux numériques, ce qui remplacera la paperasserie et réduira les formalités administratives pour nos exportateurs agroalimentaires; 32,8 millions de dollars pour aider l'ACIA à obtenir, élargir ou rétablir l'accès aux marchés pour l'agriculture canadienne; un nouveau Bureau des exportations stratégiques; et près de 186 millions de dollars pour la nouvelle politique « Achetez Canadien », qui met l'accent sur les produits fabriqués au Canada.

• (1545)

Le gouvernement place les agriculteurs, les transformateurs et les entreprises agroalimentaires du Canada au cœur des efforts d'édification du pays. Chaque fois que le gouvernement investit dans l'agriculture, il le fait de manière à renforcer nos entreprises agricoles, nos emplois, nos chaînes d'approvisionnement et notre sécurité alimentaire.

Merci, monsieur le président. Je me réjouis à l'avance de notre discussion.

Le président: Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Nous allons commencer avec les conservateurs.

Monsieur Barlow, vous avez six minutes.

John Barlow (Foothills, PCC): Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, la dernière fois que vous étiez ici, vous avez déclaré — je crois que c'était la deuxième fois que vous le déclariez publiquement — que vous appuieriez la demande d'utilisation d'urgence de la strychnine présentée par l'Alberta et la Saskatchewan. Cela fait maintenant plus de deux mois que l'Alberta et la Saskatchewan ont présenté leur demande d'utilisation d'urgence, et elles n'ont toujours pas reçu de réponse.

J'espère que vous pourrez nous indiquer aujourd'hui à quelle date vous achèverez l'approbation de ces demandes. Les détaillants agricoles, les municipalités et les conseils de services agricoles nous ont indiqué que pour qu'ils puissent s'approvisionner en strychnine, ils doivent recevoir une réponse le plus rapidement possible.

À quelle date votre appui à cette demande sera-t-il officiel?

L'hon. Heath MacDonald: Monsieur Barlow, je crois avoir indiqué clairement que j'appuierais la demande et que je l'appuierais par l'entremise d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. La décision finale ne m'appartient pas. J'ai déclaré sans ambages et j'ai répété publiquement à de nombreuses reprises que j'appuierais cette initiative.

Tout ce que je peux faire à ce stade, c'est renforcer mon engagement à veiller à ce que le ministère de la Santé, qui est entièrement responsable de ce dossier, continue de l'examiner dans les meilleurs délais. Je comprends parfaitement...

John Barlow: D'accord. Merci, monsieur le ministre.

Vous allez être comme tous les autres ministres libéraux de l'Agriculture. Vous allez obéir aux ordres au lieu de défendre les agriculteurs et de vous assurer qu'ils ont leur mot à dire au sein du Cabinet. C'est très frustrant. Je pense que nous espérons tous quelque chose de nouveau.

Lorsque vous avez comparu devant nous, vous avez aussi mentionné que le premier ministre disait vouloir envisager toutes les activités sous un « angle économique ». Nous avons également eu la visite de représentants de l'ACIA et de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire, ou ARLA. Nous leur avons demandé s'ils allaient tenir compte du mandat du gouvernement — que vous avez également appuyé dans votre programme électoral, tout comme les conservateurs — selon lequel les décisions de l'ACIA et de l'ARLA doivent tenir compte des aspects économiques et de la sécurité alimentaire. Les représentants de l'ACIA et de l'ARLA ont répondu qu'ils n'avaient pas besoin de modifier leur mandat. Ils pensent que c'est déjà le cas, mais je crois que tous les intervenants que nous avons consultés lors de notre étude sur la réduction de la paperasse nous ont dit que ce n'était pas le cas.

Allez-vous vous assurer que l'ARLA et l'ACIA tiennent compte de l'angle économique et de la sécurité alimentaire dans chacune de leurs décisions?

L'hon. Heath MacDonald: Je pense que c'est extrêmement important. Je mentionnerais également le département américain de l'Agriculture. Je crois qu'il le fait aussi.

Tout d'abord, je vous assure que, lorsque je voyage de par le monde et que je parle d'exportations, la sécurité alimentaire est la priorité absolue de tous les pays avec lesquels nous traitons et de tous nos partenaires commerciaux. J'appuierai sans aucun doute l'angle économique. J'en ai parlé et je continuerai d'en parler. Je continuerai de faire pression sur l'ACIA et l'ARLA. Leurs décisions doivent en tenir compte.

John Barlow: Merci.

Votre ministère a versé 8,5 millions de dollars à l'élevage de grillons qui a déclaré faillite, mais il a été vendu récemment. Quelle part des 8,5 millions de dollars votre ministère a-t-il récupérée à la suite de la vente de cet élevage?

L'hon. Heath MacDonald: Je ne connais pas aussi bien ce dossier que je le devrais. L'affaire de l'élevage de grillons s'est passée avant mon arrivée. Je ne manquerai pas de l'examiner et de vous en informer.

John Barlow: Financement agricole Canada lui a accordé un prêt de 40 millions de dollars. J'aimerais savoir combien Financement agricole Canada a récupéré sur ces 40 millions de dollars pour ce projet raté.

En parlant de Financement agricole Canada, nous avons appris récemment dans les médias que la présidente-directrice générale, ou PDG, de Financement agricole Canada avait facturé près de 315 000 \$ aux contribuables en frais de déplacement. Pour mettre cette somme en perspective, c'est trois fois plus que le ministre de l'Agriculture a facturé aux contribuables en frais de déplacement.

Approuvez-vous les frais de déplacement exorbitants que la présidente-directrice générale de Financement agricole Canada facture aux contribuables?

• (1550)

L'hon. Heath MacDonald: Eh bien, j'ai vu ce reportage. Je n'aurais probablement pas présenté l'information de cette façon, mais je vais vous dire ceci: j'ai voyagé dans de nombreuses provinces, y compris en Alberta, où environ 8 milliards de dollars provenant de Financement agricole Canada ont été investis. La semaine dernière, j'étais au Québec, où ce montant s'élève à environ 6,1 milliards de dollars. Je pense qu'il est essentiel de rappeler aux gens à quel point

Financement agricole Canada est important pour les éleveurs et les producteurs de tout le pays. On me le dit constamment.

Je vais continuer à y travailler et juger de la pertinence de ces nouvelles. J'aurai une opinion à ce moment-là, mais je peux vous dire que Financement agricole Canada est très important.

John Barlow: Merci, monsieur le ministre. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir nous communiquer ces renseignements.

Nous recevons un certain nombre de courriers et d'appels de la part d'employés de Financement agricole Canada qui sont très frustrés par la direction de l'actuelle présidente-directrice générale. Ce n'est qu'un aspect parmi d'autres. Nous disposons de transcriptions, qui ont aussi été diffusées dans les médias, d'une discussion récente avec le personnel, pendant laquelle on l'a interrogée sur l'homme ou la femme politique, ou sur le ou la chef, qu'elle admirait le plus. Elle a répondu que c'était Fidel Castro, en raison de son courage et de son engagement à l'égard de ses valeurs.

Croyez-vous que c'est une valeur que Financement agricole Canada devrait partager avec les agriculteurs et les intervenants du secteur agricole à l'échelle du Canada? Elle nous représente non seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle internationale. Pensez-vous que cela correspond aux valeurs d'Agriculture Canada?

L'hon. Heath MacDonald: Non, et je pense certainement...

John Barlow: Y aura-t-il des conséquences pour la présidente-directrice générale de Financement agricole Canada?

L'hon. Heath MacDonald: Encore une fois, je pense que toute l'histoire doit être révélée. Faire une déclaration à ce sujet sans connaître tous les détails serait injuste envers le grand public, les agriculteurs qui interviennent auprès de Financement agricole Canada et l'administration.

Je dirais que Financement agricole Canada joue un rôle essentiel à la réussite des agriculteurs à l'échelle du pays. Je veux m'assurer que dans toutes nos activités, nous agissons correctement, et que nous donnons la priorité aux agriculteurs et aux producteurs. Nous examinerons assurément les accusations portées contre l'administration.

John Barlow: Merci, monsieur le ministre.

Le président: Nous passons maintenant aux libéraux pour six minutes.

Allez-y, madame Dandurand.

[Français]

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.): Merci beaucoup.

Monsieur le ministre, je vous remercie d'être avec nous aujourd'hui pour répondre à nos questions.

[Traduction]

Je vais poser ma première question en anglais, car j'ai vraiment besoin que vous y répondiez pour mes électeurs.

La gestion de l'offre est essentielle dans ma circonscription. Elle contribue à soutenir les écosystèmes locaux dans toutes les régions. Pouvez-vous confirmer que le gouvernement a l'intention de continuer de la protéger malgré les pressions externes, en particulier celles exercées par les États-Unis?

L'hon. Heath MacDonald: Le premier ministre a déclaré très clairement, dès le début, que la gestion de l'offre n'est pas négociable. Je me suis entretenu avec 500 délégués au Québec la semaine dernière. On m'a posé une question dans la salle et j'ai donné la même réponse. Ce n'est pas négociable, et nous allons nous battre bec et ongles pour la gestion de l'offre.

Je viens d'une province qui compte 175 000 habitants et environ 140 fermes laitières. Cet enjeu est donc extrêmement important pour ma province également. C'est quelque chose dont nous continuons à nous occuper.

[Français]

Marianne Dandurand: Merci beaucoup.

Dans ma région, l'industrie porcine est très présente. Or elle est aussi touchée par des menaces venant de l'extérieur.

Pouvez-vous nous dire ce que le gouvernement fait pour appuyer le secteur du porc?

[Traduction]

L'hon. Heath MacDonald: Nous continuons de travailler à la diversification de nos exportations, et l'industrie du porc montre la voie. C'est probablement le cas dans tous les pays que j'ai visités jusqu'à présent. Elle est bien établie dans ces pays... et cherche à acquérir une plus grande part de marché. Nous travaillerons de concert avec l'industrie du porc.

Je crois que l'industrie du porc est un secteur très solide par rapport à ce qui se passe dans d'autres pays et en sachant très bien qu'elle est capable d'être présente dans ces pays. Dans toutes les missions commerciales auxquelles j'ai participé jusqu'à présent, les représentants de l'industrie du porc ont été à mes côtés, tout comme les représentants du Québec.

[Français]

Marianne Dandurand: Merci.

Puisqu'on parle de missions à l'étranger, pouvez-vous nous donner une mise à jour sur la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique et l'évolution du Bureau indo-pacifique pour l'agriculture et l'agroalimentaire du Canada à Manille?

[Traduction]

L'hon. Heath MacDonald: Le bureau agroalimentaire de Manille a joué un rôle très stratégique. Lorsque j'y étais, les relations qu'il a nouées, les possibilités qu'il a créées et la connaissance nécessaire des produits canadiens pour leur faire gagner des parts de marché ont été exponentielles à bien des égards. Il a assurément fait ressortir les possibilités pour le Canada dans ce domaine.

Cet accord bilatéral est le premier qu'un pays membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est ait signé avec le Canada. Nous nous en réjouissons, et je pense qu'il existe un potentiel de croissance supplémentaire dans ce domaine, en raison de la croissance d'une classe moyenne dont le revenu disponible est plus important. Il y a également une valeur ajoutée du côté du porc, surtout pour ce qui est des protéines. C'est quelque chose que nous attendons avec impatience.

• (1555)

[Français]

Marianne Dandurand: Merci.

Dans le budget de 2025, on parle énormément de la résilience des chaînes d'approvisionnement, qui sont d'une importance capitale pour le secteur agricole. Y a-t-il des investissements particuliers de prévus pour les infrastructures agricoles et la transformation régionale?

Ensuite, comment peut-on appuyer des PME qui ne sont pas nécessairement des PME exportatrices?

[Traduction]

L'hon. Heath MacDonald: En ce qui concerne l'infrastructure, si l'on prend l'exemple du port de Montréal et de Contrecoeur, il y a un effet d'entraînement pour tous les fournisseurs et tous les agriculteurs, à tous les niveaux. Pour acheminer les marchandises vers les marchés, nous devons évidemment mieux nous adapter et réagir plus rapidement.

Chaque fois que nous investissons dans un port, que ce soit celui de Churchill ou celui de Vancouver, ou dans les chemins de fer, c'est extrêmement important pour l'agriculture. À mon avis et d'après ce que nous lisons et notre interprétation des faits, cela aurait dû se produire il y a longtemps. Nous continuerons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour faciliter les exportations. J'ai hâte que l'on entame certains de ces projets d'édification du pays.

[Français]

Marianne Dandurand: Merci.

Cette semaine, vous avez rencontré des agriculteurs de l'Union des producteurs agricoles du Québec, l'UPA. Pouvez-vous nous décrire un peu la teneur des conversations que vous avez eues avec eux?

[Traduction]

L'hon. Heath MacDonald: Le commerce est un sujet qui est revenu plusieurs fois lors de la période de questions et de réponses à laquelle j'ai participé avec ces personnes. Le coût des intrants était assurément un sujet important... tout comme les changements climatiques. Les agriculteurs sont les premiers à subir les effets des changements climatiques. Ce sujet était au cœur des discussions, tout comme les appuis et les communications nécessaires pour faire passer le message sur l'importance que l'agriculture revêt pour l'économie du pays.

Il me semble que l'agriculture est parfois mise de côté, et je ne pense pas que cela devrait être le cas alors qu'elle représente 7 % de notre PIB et un emploi sur neuf. C'est quelque chose que nous, en tant que gouvernement, et comme je leur ai également dit, nous, en tant qu'association... Les agriculteurs sont humbles et résilients, mais parfois, l'humilité ne suffit pas. Ils doivent aussi le crier tout haut autant qu'ils le peuvent pour que le public comprenne à quel point il est difficile d'être agriculteur.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant au Bloc québécois pour six minutes.

Allez-y, monsieur Lemire.

[Français]

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Merci, monsieur le président. Je vous remercie de votre accueil.

Monsieur le ministre, j'ai envie de vous parler du Programme de paiements anticipés.

Jeudi dernier, mon collègue Yves Perron était au congrès de l'U-PA, et il a assisté à votre allocution et à la période de questions qui l'a suivie. Les producteurs de grains sont venus au micro pour vous demander quand le gouvernement hausserait de façon permanente à 350 000 \$ le plafond du Programme de paiements anticipés. Votre réponse a concerné uniquement l'augmentation temporaire de cette année à 500 000 \$ pour le canola et à 250 000 \$ pour les autres productions.

Quand nos producteurs n'auront-ils plus besoin de se présenter au micro de leurs congrès nationaux pour vous poser la même question chaque année? Quand y aura-t-il de la pérennité?

Cette demande est extrêmement importante chez nous aussi, en Abitibi-Témiscamingue.

[Traduction]

L'hon. Heath MacDonald: Le nouveau cadre politique qui est prévu représente une possibilité pour nous. Je pense avoir abordé ce sujet dans ma réponse à cette question. C'était pertinent. Le temps est venu d'agir si nous voulons changer les choses. Nous allons commencer en janvier, je crois, monsieur le député.

Une voix: Oui.

L'hon. Heath MacDonald: Oui. Nous tentons d'accélérer la mise en œuvre du nouveau cadre stratégique.

Je pense qu'il est important que ces voix soient entendues, notamment celles de l'Union des producteurs agricoles et de Martin Caron... Nous en avons discuté et nous sommes d'accord sur le fait que ces intervenants doivent pouvoir s'exprimer et présenter leurs idées afin que nous puissions déterminer ce que nous pouvons faire pour les satisfaire. Bien sûr, la question n'est pas seulement régionale; elle concerne tout le Canada. Nous devons veiller à ce que tout le monde puisse donner son avis, assurer une certaine cohérence et faire en sorte que tout le monde puisse se mettre d'accord.

• (1600)

[Français]

Sébastien Lemire: Merci de votre réponse. Ça nous donne un peu d'espoir. J'espère que les producteurs réagiront de la même façon.

La semaine dernière, au cours de discussions avec l'Association pour le commerce biologique du Canada et avec Cultivons biologique Canada, il est venu à l'oreille de mon collègue Yves Perron que le gouvernement envisagerait l'abolition de l'Office des normes générales du Canada pour faire quelques économies créatives. On sait, entre autres, que la norme biologique se trouve parmi celles qui sont administrées par l'Office.

Pouvez-vous clarifier votre intention et celle de votre gouvernement à cet égard?

[Traduction]

L'hon. Heath MacDonald: Je ne suis pas certain d'avoir bien compris la question, monsieur Lemire. Pouvez-vous la répéter?

[Français]

Sébastien Lemire: Selon vous, l'avenir de l'Office des normes générales du Canada, qui administre la norme biologique, est-il assuré?

[Traduction]

L'hon. Heath MacDonald: Oui, nous avons eu un bon échange sur les produits biologiques.

Nous versons un financement tous les cinq ans. Je crois qu'il s'élève à 500 000 \$, si je me souviens bien. On nous a demandé de rendre le financement permanent. Il s'agit pour nous d'une occasion de manifester notre appui aux produits biologiques. Je pense qu'il y a une réelle possibilité pour ce marché de se développer et de croître. C'est quelque chose que nous envisagerions certainement.

[Français]

Sébastien Lemire: On sait que le gouvernement a longtemps laissé l'industrie se réglementer elle-même pour ce qui est du registre des variétés issues de l'édition génomique. Il s'est fait pardonner en refinançant la norme biologique. Si l'administration de cette norme était privatisée, on sait ce que cela pourrait donner, à savoir: une perte de neutralité; une norme qui peut être influencée par les intérêts de grandes entreprises; des coûts accrus pour accéder aux normes, pour obtenir une certification ou pour participer aux révisions quinquennales; un affaiblissement de la participation des petites et moyennes fermes; une diminution de la crédibilité du logo « Biologique Canada » auprès des consommateurs; et j'en passe.

Quelle sera l'aide apportée au secteur biologique, dont les relations commerciales sur la scène internationale sont déjà affectées par le non-étiquetage de la viande clonée et des produits issus de l'édition génomique? Allez-vous l'aider, si vous l'abandonnez en cessant de financer la certification?

[Traduction]

L'hon. Heath MacDonald: Il est évident que la certification est importante, et je pense que nous devons aussi tenir compte de ce que la certification signifie pour nos partenaires commerciaux.

Le cadre stratégique est une autre facette. Je ne veux pas continuer à l'utiliser comme une excuse, mais je pense qu'il est important que ces sujets soient abordés dans le cadre de la discussion afin que tout le monde puisse s'exprimer. De plus, cela me permet d'avoir une vue d'ensemble. Nous avons des agriculteurs biologiques dans toutes les provinces de ce pays, et la certification est assurément importante. L'étiquetage l'est également. Il serait bon d'entendre l'avis des producteurs, du grand public, bien sûr, et d'autres intervenants à ce sujet. C'est l'une des choses que le cadre stratégique pourrait accomplir.

[Français]

Sébastien Lemire: Un des agriculteurs biologiques de ma circonscription, Daniel Coutu, m'a fait part d'un problème important au sujet de la norme biologique. En effet, certaines cargaisons entrent ici en étant certifiées biologiques, mais elles ne respectent pas les normes biologiques d'autres partenaires que nous avons. Comme la norme biologique du pays exportateur n'est pas la même, même si le Canada accorde sa certification biologique à ses produits, ceux-ci ne réussissent pas l'examen des douanes d'autres pays. Ainsi, le Canada ne respecte pas son propre accord de réciprocité, ce qui entraîne une perte de confiance majeure envers le Canada sur la scène internationale.

Quelles inspections sont et seront réalisées à l'entrée pour les grains certifiés biologiques?

[Traduction]

Le président: Veuillez répondre brièvement.

L'hon. Heath MacDonald: Monsieur Lemire, nous sommes prêts à examiner toutes les possibilités à cet égard. Nous avons eu de bonnes réunions et des tables rondes. Cette question a aussi été soulevée. Je pourrai assurément vous communiquer des renseignements à ce sujet, si vous le souhaitez.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci.

[Traduction]

Le président: Nous passons maintenant aux conservateurs pour cinq minutes.

Allez-y, monsieur Gourde.

[Français]

Jacques Gourde (Lévis—Lothbinière, PCC): Merci, monsieur le président.

Je vous remercie de votre présence, monsieur le ministre.

Vous avez fait une visite remarquée, au Québec, jeudi passé, au congrès de l'Union des producteurs agricoles. Ce qui est toujours intéressant, c'est la période des questions.

M. Marcel Pépin, président de la Fédération de l'UPA de Lanaudière, avait posé une excellente question. Il soulevait de très grandes inquiétudes concernant le tracé du projet de train à grande vitesse, ou TGV. Il rappelait la triste histoire de Mirabel, où 40 000 hectares de terres ont été expropriées et n'ont pas servi à grand-chose, finalement.

Nous sommes en train d'étudier le projet de loi C-15 concernant la mise en œuvre du budget, et malheureusement, le gouvernement libéral et votre premier ministre veulent aller trop vite. Il y a des dispositions qui vont sans doute mener à l'expropriation d'autres terres.

Pouvez-vous me garantir que vous allez vous faire le champion de l'agriculture et que, comme vous êtes au Cabinet, vous allez défendre les agriculteurs, la possession des terres et une saine négociation? Au Québec, on refuse de vivre une autre expropriation de terres.

• (1605)

Hon. Heath MacDonald: Je vous remercie de cette question.

[Traduction]

Cette question du parquet était très intéressante. Je ne l'avais jamais entendue auparavant, et personne ne m'avait jamais parlé de ce sujet. Lorsque nous avons quitté le bâtiment, j'ai dit à mon personnel que nous devions nous pencher sur cette question et voir ce qu'il en est.

Je comprends parfaitement les enjeux liés à l'utilisation des terres et les complications liées à la perte de terres, en particulier des terres agricoles. Nous allons y donner suite. Je n'en ai pas encore eu l'occasion, car je viens de revenir vendredi soir pour discuter avec le ministre des Transports, mais je peux vous assurer que je vais m'asseoir avec lui et avoir une discussion à ce sujet pour voir s'il existe des pratiques exemplaires dans des endroits du monde où cette situation se produit et voir si nous pourrions envisager certaines pratiques pertinentes. Nous devons nous assurer que l'on s'occupe des agriculteurs. Certains agriculteurs nous ont dit: « Je ne suis pas contre, car je pourrai louer mes terres », et d'autres choses de ce genre.

Il y a eu des échanges, mais je n'avais jamais entendu parler de cet enjeu avant que la question ne soit posée dans la salle, et je suis heureux qu'on l'ait posée.

[Français]

Jacques Gourde: Merci, monsieur le ministre. Vous pouvez être certain que nous allons suivre le dossier de près avec vous.

Une autre question m'inquiète beaucoup, en tant qu'ardent défenseur de la relève agricole. Une étude de Financement agricole Canada, basée sur des données de Statistique Canada, montre que plus de 50 % des agriculteurs au Canada ont plus de 60 ans et que, malheureusement, moins de 32 000 producteurs agricoles ont moins de 40 ans. Au cours des 10 prochaines années, on prévoit que plus de 50 milliards de dollars d'actifs agricoles seront transférés, et si la tendance se maintient, il y aura de moins en moins de jeunes et de plus en plus de vieux agriculteurs, comme moi, qui ai 62 ans. C'est un grave problème.

Votre ministère a-t-il commencé à aborder ce problème de front et à chercher, à la rigueur, une façon d'encourager la relève agricole? Il n'y a pas assez de relève pour tout le patrimoine agricole canadien qui doit être transféré. D'ailleurs, je ne parle que des 10 prochaines années. Il faudra aussi penser aux 10 années suivantes.

[Traduction]

L'hon. Heath MacDonald: Cet enjeu concerne tout le pays. Les administrations de tous les ordres — provincial, fédéral et municipal — doivent en tenir compte.

Avant de partir à destination du Québec, j'ai rencontré la semaine dernière le Conseil jeunesse du premier ministre. Son président est originaire du Québec et vient d'une famille d'éleveurs laitiers. J'ai été intrigué par l'éducation que reçoivent certains de ces jeunes, qui veulent travailler dans le domaine agricole.

Il existe aujourd'hui des possibilités dans le domaine de l'agriculture. Je pense que nous devons mieux communiquer sur l'innovation, la technologie, la science végétale et la génomique, et parler également de l'agriculture et de l'élevage. Je ne pense pas qu'on le fasse suffisamment. Il y avait là un jeune homme qui a grandi dans le centre-ville de Toronto et qui veut travailler dans l'agriculture.

Je sais que, dans le budget de 2025, nous avons affecté 307 millions de dollars à la Stratégie emploi et compétences jeunesse. Je sais que nous avons modifié certains régimes fiscaux en ce qui concerne les transferts.

[Français]

Jacques Gourde: J'ai deux courtes questions.

Le Programme de paiements anticipés...

[Traduction]

Le président: Votre intervention doit être très brève: entre 15 et 20 secondes environ.

[Français]

Jacques Gourde: Le Comité est prêt à vous aider pour ce qui est du Programme des paiements anticipés, ou PPA. Si vous voulez que nous fassions une petite étude, nous serons très heureux de la faire, parce que nous savons qu'il y a beaucoup d'irritants. Nous les connaissons bien, puisque nous travaillons depuis longtemps à ce dossier. Ce programme n'est malheureusement pas universel. Nous sommes prêts à vous aider, si vous voulez aller de l'avant.

[Traduction]

Le président: Je passe maintenant au député Connors pour cinq minutes.

• (1610)

Paul Connors (Avalon, Lib.): Merci.

Bienvenue, monsieur le ministre et autres représentants du ministère. Je suis ravi de vous voir ici.

Je veux commencer par souligner la mention de votre engagement envers la gestion de l'offre, car dans ma province, Terre-Neuve-et-Labrador, la gestion de l'offre occupe une place énorme dans l'industrie agricole.

Dans ce contexte, il existe de nombreuses petites exploitations agricoles familiales. En tant que province, nous travaillons à la durabilité alimentaire et nous nous efforçons de souligner l'importance de l'agriculture en tant que moteur économique, ainsi que du point de vue alimentaire.

Du point de vue des petites exploitations agricoles et des régions rurales, quels programmes et quel financement continueront de soutenir les petites exploitations agricoles telles que celles de Terre-Neuve-et-Labrador?

L'hon. Heath MacDonald: Merci, monsieur Connors.

Je suis originaire d'une région rurale de l'Île-du-Prince-Édouard. D'ailleurs, dans la plupart des programmes, l'Île-du-Prince-Édouard est considérée comme une province entièrement rurale. Je comprends donc parfaitement à quel point c'est important pour les petites collectivités. Nul doute que les collectivités en dépendent.

Je pense que cela revient en grande partie au programme du Partenariat canadien pour une agriculture durable. Qu'il s'agisse d'Agri-marketing, d'Agri-stabilité ou d'Agri-innovation, je pense que ce sont des programmes dont les petits agriculteurs peuvent tirer parti — à plus petite échelle, bien sûr —, en plus de certaines recherches scientifiques en cours. Par exemple, j'étais à l'Université Laval la semaine dernière, et elle dispose d'un budget de 10 millions de dollars pour les sciences et elle effectue des recherches dans les domaines de la science végétale, de la science génomique et de la bioscience. Voilà le genre de choses qui sont mises à la disposition des agriculteurs des petites villes, des régions rurales du Canada, et ils peuvent en tirer pleinement parti.

Alors que le gouvernement fédéral collabore avec les provinces, comme la province de Terre-Neuve-et-Labrador, et qu'il consolide ces relations d'une province à l'autre, que ce soit en Saskatchewan ou à Terre-Neuve, je pense que son rôle est d'écouter. Si certaines politiques doivent être modifiées pour que les petites provinces comme la vôtre et la mienne puissent en bénéficier, alors c'est assurément ce que nous devons faire.

Paul Connors: Je vous remercie de votre réponse.

Les recherches et tout ce qui s'y rapporte sont effectivement utiles à Terre-Neuve-et-Labrador, car elles nous aident à introduire de nouveaux produits qui peuvent y être cultivés.

Vous avez mentionné les changements climatiques, et je veux vous poser une question au sujet de Terre-Neuve et des nombreuses régions du Canada atlantique qui ont été touchées cette année par la sécheresse. La sécheresse a probablement touché la majeure partie du Canada. Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur les programmes Agri-relance ou les programmes qui viennent en aide aux

agriculteurs canadiens touchés par la sécheresse et d'autres conséquences des changements climatiques?

L'hon. Heath MacDonald: Nos programmes de gestion des risques de l'entreprise ont été mentionnés à plusieurs reprises au cours de mes déplacements, et ceux-ci continueront d'être au premier plan. Les programmes ont fait l'objet d'une discussion lors de notre réunion nationale des ministres à Winnipeg l'été dernier, et je pense qu'il faut que le gouvernement s'y attarde. Si des changements doivent être apportés, toutes les provinces doivent vouloir collaborer.

Ce matin, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec Robert Irving et nous avons beaucoup parlé de sécheresse et d'irrigation et de la façon dont le gouvernement fédéral peut apporter son aide. Il y a donc beaucoup de travail à faire.

En ce qui concerne le programme Agri-stabilité à Terre-Neuve, je suis conscient que la province est confrontée à des sécheresses. Je crois qu'à l'heure actuelle le gouvernement nouvellement élu est en pourparlers avec certains de mes fonctionnaires. Le sous-ministre pourra probablement vous en dire plus à ce sujet si vous le souhaitez; les discussions se poursuivent pour savoir où nous aboutissons dans le dossier d'Agri-stabilité pour les agriculteurs qui souffrent en raison des sécheresses.

Paul Connors: Je crois qu'il ne me reste plus beaucoup de temps.

J'allais vous donner l'occasion de parler de tout ce dont vous vouliez parler et de ce que vous jugez être important.

L'hon. Heath MacDonald: Oh, je vous en remercie.

John Barlow: C'est une question pointue.

Des voix: Ha, ha!

L'hon. Heath MacDonald: C'est Noël.

Des voix: Ha, ha!

Le président: Il vous reste environ 15 secondes.

Paul Connors: Je n'ai jamais assez de temps.

L'hon. Heath MacDonald: Je dois admettre que j'ai visité toutes les provinces du pays, sauf Terre-Neuve-et-Labrador, monsieur Connors. Nous savons tous les deux qu'il faut que je m'arrête à ce petit endroit appelé le Trip Inn lorsque j'y serai. J'ai hâte de rendre visite aux producteurs et aux agriculteurs de Terre-Neuve.

• (1615)

Paul Connors: Moi aussi.

Le président: Merci.

Nous allons maintenant passer à M. Lemire, du Bloc québécois.

Monsieur Lemire, vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Ma question s'adressera à M. Ianiro.

Nous avons tous lu la réponse que vous nous avez fait parvenir en ce qui a trait à l'importation de volaille frauduleusement déclarée comme poule de réforme en provenance des États-Unis. L'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'ACIA, nous indique qu'il n'y a aucun problème quant à la traçabilité ou à la salubrité de cette viande, même si la déclaration qui lui permet d'entrer sur le marché est elle-même frauduleuse. Vous nous dites aussi que, pour ces raisons, on ne peut procéder à un rappel pour les retirer des tablettes si c'est nécessaire.

Pourquoi l'Agence canadienne d'inspection des aliments préfère-t-elle guérir plutôt que prévenir en soumettant cette viande à un test d'ADN de l'Université Trent? Qu'est-ce qui rend cette démarche si compliquée?

[Traduction]

L'hon. Heath MacDonald: Au début de la semaine dernière, j'ai eu de bons entretiens avec les Producteurs de poulet du Canada, et nous avons eu une bonne discussion. Le représentant de l'ACIA se trouve à ma droite, alors je vais peut-être lui demander d'en dire davantage sur cette question.

Je peux vous dire qu'après la réunion du premier jour de la semaine dernière, des représentants de l'ACIA se sont rendus à l'Université Trent pour obtenir le test d'ADN afin de s'assurer que celui-ci demeure approprié et qu'il continue d'être réservé aux agents pathogènes recherchés.

Je pense que c'est très grave, et nous devons trouver une solution qui soit compatible tout en faisant en sorte que tout le monde soit sur la même longueur d'onde. À ce stade-ci du processus, je peux vous dire que d'après les discussions que j'ai eues avec différents organismes, nous ne sommes pas tous sur la même longueur d'onde.

Monsieur Ianiro, vous pourriez peut-être en dire plus sur cette question.

Robert Ianiro (vice-président, Politiques et programmes, Agence canadienne d'inspection des aliments): Merci.

Je crois que le ministre a bien répondu à la question.

Nous avons en effet rencontré des représentants de l'Université Trent la semaine dernière pour discuter de leurs points de vue à ce sujet, et nous sommes prêts à poursuivre les discussions avec des intervenants de l'industrie et de la chaîne d'approvisionnement.

Je tiens à souligner qu'il ne s'agit pas d'une question de salubrité des aliments, mais bien d'un problème de déclarations erronées et de droits de douane.

L'une des choses importantes que nous faisons est de travailler avec nos collègues de l'Agence des services frontaliers du Canada. Ils ont entrepris un nombre important d'enquêtes ces dernières années, et ont imposé plus de 370 millions de dollars en amendes.

La traçabilité ne devrait pas soulever de préoccupations, car nous disposons de la certification appropriée en matière de santé et de sécurité. Encore une fois, il ne s'agit pas d'une question de salubrité des aliments, mais bien d'une question de droits de douane et de déclarations erronées. Nous sommes disposés à continuer de travailler avec l'Université Trent et l'industrie pour faire tout notre possible.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci.

[Traduction]

Le président: Merci.

Je vais maintenant céder la parole à M. Epp et lui accorder cinq minutes.

Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci, chers ministres et chers représentants, d'être ici présents aujourd'hui.

Lors de votre dernière comparution, monsieur le ministre, vous n'avez pas été en mesure de vous engager à maintenir le programme des travailleurs agricoles saisonniers. Votre sous-ministre s'est engagé à nous fournir de plus amples renseignements, mais on ne nous a pas encore informés de la situation de ce programme.

Êtes-vous aujourd'hui prêt à vous engager à maintenir le programme des travailleurs agricoles saisonniers?

L'hon. Heath MacDonald: Puisque le sous-ministre s'est engagé à le faire, je vais le laisser répondre à votre question.

Lawrence Hanson (sous-ministre, ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire): Évidemment, nous ne dirigeons pas ce programme. Le programme lui-même est dirigé par Emploi et Développement social Canada. Comme vous le savez, ce ministère continue d'examiner un volet particulier pour les travailleurs de l'agriculture et de la transformation du poisson, mais je ne peux pas m'engager à respecter des délais ou à prendre des décisions précises au nom d'Emploi et Développement social Canada.

Dave Epp: Êtes-vous prêt à soutenir le programme?

Lawrence Hanson: Je pense que nous continuons d'affirmer très clairement que les travailleurs étrangers temporaires sont essentiels au fonctionnement du secteur agricole. Nous n'avons jamais changé d'idée à ce sujet.

Dave Epp: Merci. Nous attendons toujours votre réponse sur le programme saisonnier en tant que tel.

Passons maintenant au revenu agricole, qui a affiché une baisse de 26 % — soit 3,3 milliards de dollars du revenu agricole net réalisé en 2024. Monsieur le ministre, c'était avant que vous occupiez votre poste. Sentez-vous libre de nous dire très ouvertement et précisément quelles politiques ont contribué à cette situation.

Je vais même vous aider à cet égard. La taxe sur le carbone industriel ne serait-elle pas l'un des principaux facteurs qui ont contribué à l'augmentation des coûts au niveau des exploitations agricoles?

L'hon. Heath MacDonald: Écoutez, vous m'avez entendu prendre la parole à la Chambre et en parler un peu. Je ne suis pas scientifique ni économiste. Essentiellement, il faut suivre ce que vous disent les experts dans ce domaine.

Selon l'Institut canadien du climat, jusqu'en 2030, jusqu'en 2030, la hausse des coûts et l'impact sur l'alimentation pourraient atteindre 0,08 %. Deuxièmement, pour l'agriculteur, cette augmentation pourrait être de 0,12 %. Pour mettre les choses en perspective et faire le calcul, l'augmentation est évidemment négligeable si l'on parle des exploitations familiales.

Si vous prenez le système de tarification fondé sur le rendement...

• (1620)

Dave Epp: Monsieur le ministre, je crois comprendre que vous appuyez l'augmentation du coût de la taxe sur le carbone dans le secteur industriel.

L'hon. Heath MacDonald: Je ne l'appuie pas... Vous m'avez posé une question; j'essaie seulement de fournir des précisions. Ma référence vient de l'Institut canadien du climat. C'est l'explication qu'ils ont fournie, et je peux vous la faire parvenir.

Dave Epp: Merci. Si vous pouviez déposer cette explication, ce serait formidable.

Au cours de la campagne, le premier ministre a défendu les ajustements à la frontière pour le carbone. Après la campagne, on les a laissés tomber. Appuyez-vous les mécanismes d'ajustement à la frontière pour le carbone?

L'hon. Heath MacDonald: Nous sommes dans une guerre géopolitique. Au début, l'Union européenne a dit qu'elle allait apporter des ajustements à la frontière en ce qui a trait au carbone. Cela ne s'est jamais concrétisé.

En ce qui concerne les ajustements à la frontière pour le carbone, nous devons faire preuve de prudence lorsque face au recoupement entre la Chine, les États-Unis et de l'Union européenne. C'est extrêmement important, mais je ne dirais pas que c'est quelque chose que nous avons abandonné. Je pense que c'était très stratégique.

Dave Epp: Le premier ministre a en fait créé une taxe sur le carbone industriel à la hausse pour justifier sa prise de recul. Êtes-vous d'accord?

L'hon. Heath MacDonald: Non.

Dave Epp: Êtes-vous d'accord pour dire que l'infrastructure des systèmes alimentaires est tout aussi importante pour les Canadiens que le sont l'électricité, l'eau, les routes, etc.?

L'hon. Heath MacDonald: Cela ne fait aucun doute.

Dave Epp: Dans ce cas, puis-je vous demander pourquoi le budget de 2025 compte 280 milliards de dollars d'investissements dans l'infrastructure liée aux routes, aux ponts, aux hôpitaux et au service à large bande, alors que rien n'est prévu en ce qui a trait à l'infrastructure alimentaire?

L'hon. Heath MacDonald: Monsieur Epp, vous vivez au cœur d'une région qui produit beaucoup de fruits et légumes. Pour acheminer ces fruits et légumes vers les marchés, nous avons besoin d'infrastructures. Si nous ne mettons pas en place des infrastructures... la situation se détériore rapidement. Comme les agriculteurs de tout le pays me le disent jour après jour, si vous voulez apporter une aide, investissez dans l'infrastructure. Il faudra du temps pour la construire, mais si nous ne pouvons pas acheminer nos produits vers les marchés, l'expansion de nos marchés ne sert pas à grand-chose.

Dave Epp: Si on ne nomme pas directement l'agriculture, celle-ci peut-elle quand même accéder à la Banque de l'infrastructure du Canada pour obtenir du financement et une valeur ajoutée?

L'hon. Heath MacDonald: Oui.

Dave Epp: Il s'agit d'un excellent point que vous soulevez. Quelle est la situation de la Banque de l'infrastructure du Canada?

L'hon. Heath MacDonald: Nous avons ouvert un nouveau bureau pour la Banque de l'infrastructure du Canada, et la situation a beaucoup changé. Vous verrez plusieurs changements liés à la Banque de l'infrastructure du Canada, et j'ai justement eu une discussion avec M. Irving à ce sujet ce matin.

Dave Epp: Le rapport sur les aliments indique que le taux d'inflation des aliments a diminué avec le congé temporaire de la TPS. Si vous supprimez les taxes, le prix des aliments diminue. Êtes-vous d'accord avec cette évaluation?

Le président: Donnez-nous les grandes lignes.

L'hon. Heath MacDonald: Certainement.

Dave Epp: Merci.

Pouvons-nous supprimer d'autres taxes sur les produits alimentaires et avoir le même effet pour la population canadienne?

L'hon. Heath MacDonald: De quelles taxes sur les aliments parlez-vous?

Dave Epp: Je parle la taxe sur le carbone industriel, monsieur le ministre.

Le président: D'accord, je vais vous arrêter ici. Vous avez dépassé votre temps de parole de 15 secondes.

Madame Harrison, la parole est à vous pour les cinq prochaines minutes.

Emma Harrison (Peterborough, Lib.): Merci beaucoup de vous joindre à nous aujourd'hui, monsieur le ministre.

Le récent budget était encourageant. Je ne crois pas que cela vous surprendra. Je suis heureuse de voir le rôle que joue l'agriculture canadienne dans la croissance économique à tout coup. Compte tenu des investissements dans l'infrastructure consentis pour soutenir les exportations agricoles et de l'augmentation du taux d'indemnisation d'Agri-stabilité, qui est passé de 80 % à 90 %, ces mesures constituent d'importants progrès.

En Ontario, le secteur agricole est extrêmement diversifié, non seulement sur le plan de la taille et de l'échelle des exploitations, mais aussi en ce qui a trait aux types de cultures, au bétail et aux pratiques novatrices. Cette diversité se reflète également dans ma circonscription — Peterborough — qui compte de nombreuses générations d'exploitations agricoles familiales. Cette diversité constitue une force, mais cela signifie également que les politiques doivent être souples et être adaptées aux réalités régionales.

Lors d'une récente tournée dans la baie de Quinte, j'ai à nouveau constaté cette diversité. En bordure des routes de campagne, vous trouverez des collectivités bâties autour de petites exploitations agricoles familiales, des producteurs spécialisés et des entreprises étroitement liées aux économies locales et aux systèmes alimentaires. Il est essentiel de les soutenir, non seulement pour assurer la sécurité alimentaire, mais aussi pour soutenir les collectivités rurales et veiller à ce que l'agriculture demeure une carrière viable pour les générations à venir.

Monsieur le ministre, pourriez-vous nous dire ce que fait le gouvernement pour soutenir les petits producteurs, plus précisément? Selon vous, quelle incidence auront certaines des mesures budgétaires sur les petites exploitations par rapport aux grandes? Pourriez-vous également nous faire part d'initiatives ou de priorités qui aideront les petits producteurs à s'adapter aux défis qui ont une incidence sur la stabilité de leurs exploitations, comme les changements climatiques et le transfert des exploitations aux prochaines générations?

L'hon. Heath MacDonald: Dans votre question, vous avez en partie parlé de ce que le gouvernement essaie de faire. Oui, il y a une différence entre les petits et les grands agriculteurs et producteurs, mais en réalité, reste qu'au bout du compte, un agriculteur est un agriculteur. Ils veulent tous être prospères, durables et, fort probablement, transmettre le flambeau aux générations suivantes.

Je pense que certains des programmes que nous avons présentés dans le budget et l'augmentation du financement de certains d'entre eux, à ce stade-ci, pour ce que nous vivons... La situation sera peut-être différente dans un an ou deux, mais d'après ce que j'ai entendu dire, qu'il s'agisse de petits producteurs ou de grands producteurs, nous devons diversifier le commerce et l'infrastructure. Nous devons également assurer la prestation de nos programmes scientifiques, veiller à les simplifier et à ne pas les reproduire, et réunir plus de gens pour déterminer ce que nous attendons du gouvernement fédéral, des universités, de GenCanada, de Semences Canada et de GATE à Winnipeg. Je pense qu'il est extrêmement important que tout le monde soit sur la même longueur d'onde, parce que le secteur de l'agriculture pourrait être beaucoup plus solide qu'il ne l'est. Ce n'est pas qu'extrêmement important pour l'économie des petites villes, mais également pour le Canada dans son ensemble.

En ce qui concerne le transport, nous investissons 5 milliards de dollars sur sept ans pour que Transports Canada crée des corridors pour la diversification des activités commerciales. Lorsque vous parlez des petits agriculteurs, c'est exactement ce dont ils ont besoin eux aussi. La création d'un bureau d'exportations stratégique aura une incidence sur eux — il y aura des retombées —, tout comme le programme Agri-marketing. Je pense qu'il y a toutes sortes de programmes et de bonnes choses.

Cela dit, je tiens à souligner que la dernière fois qu'on a présenté un budget, je crois que l'agriculture y était mentionnée trois fois, tandis que cette fois-ci, elle est mentionnée plus de 30 fois. Je ne veux rien enlever à personne, mais je pense que les gens commencent à réaliser à quel point l'agriculture est importante pour l'économie de ce pays. Nous avons ainsi l'occasion d'en parler, de la mettre en avant et d'apporter les changements nécessaires.

• (1625)

Emma Harrison: Merci.

Vous avez déjà évoqué que vous vous êtes rendu à Trent la semaine dernière pour parler du test d'ADN, mais j'aimerais en discuter un peu plus, car l'Université Trent mène des recherches vraiment importantes. J'ai eu l'occasion de visiter le laboratoire ENIGMA il y a quelques semaines, et les travaux qui y sont réalisés seront essentiels pour favoriser l'innovation dans l'industrie agricole. J'ai aussi eu une réunion avec l'Université de Guelph il y a quelques semaines. Vous en avez déjà parlé un peu, mais ses étudiants reçoivent des offres d'emploi 18 mois avant l'obtention de leur diplôme. Je pense que vous avez clairement expliqué que nous devons mieux faire connaître ces emplois et la diversité du secteur agricole.

Pourriez-vous nous en dire plus sur le rôle que l'innovation et la technologie joueront pour les producteurs à l'avenir, d'après vous?

L'hon. Heath MacDonald: J'ai affirmé à de nombreuses reprises que l'agriculture pouvait rivaliser avec n'importe quelle autre entité de fabrication ou de transformation de ce pays, et que la technologie et l'innovation agricoles surpassent la plupart d'entre elles. Il faut le raconter et s'assurer que... Il y a le conseil jeunesse, par exemple. J'ai parlé du jeune homme qui a grandi dans le

centre-ville de Toronto. Qui aurait pu imaginer qu'il voudrait faire partie du secteur agricole?

L'autre aspect important est que la mise à l'essai de nouvelles stratégies permet de montrer des exemples de réussites en agriculture. Maintenant que nous disposons de l'intelligence artificielle — les jeunes s'y intéressent beaucoup —, nous devons exploiter cet outil pour les initier au domaine agricole.

Le président: Nous dépassons les cinq minutes.

Nous allons continuer pendant 10 minutes, si vous en avez le temps, monsieur le ministre. Nous avons commencé avec 10 minutes de retard. Êtes-vous d'accord pour rester 10 minutes de plus pour un dernier tour?

L'hon. Heath MacDonald: D'accord.

Le président: Très bien.

Nous passons maintenant aux conservateurs pour cinq minutes.

Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur le ministre, d'être présent aujourd'hui. C'est toujours un plaisir d'accueillir un collègue des Maritimes au Comité.

Monsieur le ministre, je veux vous poser une question très rapide. Connaissez-vous la valeur actuelle des échanges agricoles entre le Canada et les États-Unis? Quelle en est la valeur en dollars?

L'hon. Heath MacDonald: Je connais le montant total. Serait-ce plus de 100 milliards de dollars en exportations?

Richard Bragdon: C'est très...

L'hon. Heath MacDonald: C'est 1,1...

Richard Bragdon: D'accord. Quand on additionne les importations et les exportations, le volume des échanges est considérable.

Avez-vous eu l'occasion de vous entretenir avec votre homologue américaine, compte tenu, bien sûr, du climat actuel et des préoccupations d'un grand nombre de nos agriculteurs et producteurs concernant les tarifs douaniers, les négociations sur l'Accord Canada—États-Unis—Mexique et l'état d'avancement de tous ces dossiers? Avez-vous eu une conversation avec la secrétaire Rollins?

• (1630)

L'hon. Heath MacDonald: Oui.

Je peux vous dire, monsieur Bragdon, que mon personnel entretient un contact permanent. Mon chef de cabinet est également en contact permanent avec son chef de cabinet. La dernière conversation que j'ai eue avec elle a été très positive, presque personnelle, et portait sur l'agriculture dans nos deux pays et sur nos liens étroits. Nous avons même parlé de sa ferme et des clubs 4-H de nos deux pays.

Nous constatons actuellement un changement dans l'attitude de certaines associations qui ont mené une campagne de lettres à l'adresse de la Maison-Blanche. Je pense que nous commençons à voir une certaine intégrité se former au sein de certains de ces groupes, qui ripostent avec vigueur.

Richard Bragdon: Merci, monsieur le ministre. Ce dont vous parlez est important, mais j'ai quelques questions à poser en peu de temps.

Compte tenu de l'importance du marché américain pour les producteurs et les agriculteurs canadiens, les retards qu'accusent l'ACIA et l'ARLA se posent en obstacles à la compétitivité. Pouvez-vous vous engager à rencontrer personnellement nos homologues américains prochainement afin d'aborder ces questions et de veiller à ce que nous soyons mieux positionnés sur le plan concurrentiel, de sorte que nos producteurs bénéficient de règles du jeu équitables et d'un accès continu à ce marché?

L'hon. Heath MacDonald: Écoutez, nous avons travaillé d'arrache-pied, et, sans vouloir offenser qui que ce soit, je crois que tout le monde sait ce que je pense parfois de l'ACIA. Elle a reçu 70 millions de dollars supplémentaires, par exemple, pour la numérisation des certificats phytosanitaires. C'est un obstacle dont j'entends constamment parler. C'est un dossier dans lequel nous devons réaliser des progrès.

En ce qui concerne le fardeau réglementaire, je suis tout à fait d'accord pour dire que nous devons bénéficier de règles du jeu équitables à tous les niveaux. C'est un défi que nous relèverons à mesure que nous cheminerons.

Richard Bragdon: C'est un fait bien établi.

Je vais me tourner vers mon collègue dans quelques instants. J'ai une dernière question.

Dans quelle mesure participez-vous au processus actuel de renégociation de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique? Nous savons que, sous la direction d'un précédent premier ministre, M. Harper, le ministre de l'Agriculture de l'époque, M. Ritz, collaborait étroitement avec les intervenants et les agriculteurs. Pouvez-vous nous garantir que vous serez présent à la table des négociations aux côtés des producteurs?

L'hon. Heath MacDonald: Non. Ces négociations vont être très stratégiques, et nous vivons à une époque différente avec des présidents américains différents. Je pense que nous devons en tenir compte. Notre voix est entendue. Nous sommes constamment informés de ces échanges.

Richard Bragdon: Merci, monsieur le ministre.

Je vais me tourner vers M. Bonk.

Vous disposez d'une minute et demie.

Steven Bonk (Souris—Moose Mountain, PCC): Merci, monsieur le ministre, d'être venu aujourd'hui. Nous vous en sommes très reconnaissants.

Vous avez mentionné précédemment qu'en ce qui concerne la strychnine, vous étiez favorable à la demande d'exemption. Je veux vous faire savoir que le temps presse. Les producteurs auront besoin du produit au tout début du printemps.

Je veux savoir si vous vous engagerez à défendre ce dossier au sein du Cabinet afin de garantir que nous pourrions accéder à la strychnine en temps opportun.

L'hon. Heath MacDonald: La semaine dernière, j'ai discuté avec la ministre de la Santé. Pardon, c'était la semaine précédente. La semaine dernière, nous avons présenté une autre demande, car lorsque j'étais en Saskatchewan, je crois que c'est l'association des éleveurs de bovins de la Saskatchewan qui a déclaré qu'elle allait avoir recours à un applicateur. Autrement dit, elle va embaucher un applicateur pour répandre de la strychnine.

J'ai écrit une lettre. Elle était adressée à la ministre de la Santé pour que... Il y a tout un processus qui entre en jeu. Je vais continuer de défendre ce dossier à toutes les occasions.

Steven Bonk: J'ai encore une question, très rapide, qui concerne les tarifs douaniers imposés au canola. Cette industrie est énorme. Elle est plus importante que les secteurs de l'acier, de l'aluminium et de l'automobile réunis au Canada.

Rien n'a bougé dans ce dossier en ce qui concerne la suppression des tarifs douaniers. Qui avez-vous rencontré? Quand avez-vous rencontré ces personnes, et à quoi pouvons-nous nous attendre?

L'hon. Heath MacDonald: Nous avons constitué un groupe de travail avec des producteurs de canola et des agriculteurs. Nous nous sommes réunis la semaine dernière. Nous nous réunissons au sein d'un comité formé par le Cabinet du premier ministre. Pour être certains que ces intervenants sont au courant de toutes nos activités, nous nous réunirons une dernière fois avant Noël. Si c'est ce à quoi vous faites référence, sachez que c'est avec ces personnes que nous traitons.

Le président: Monsieur Connors, vous disposez de cinq minutes.

Paul Connors: Merci.

J'ai eu dernièrement l'occasion de visiter l'usine de transformation de poulet de Country Ribbon à Terre-Neuve-et-Labrador. Cette entreprise a introduit un nouvel équipement — des refroidisseurs et autres choses du genre —, et elle a ainsi pu élargir son marché. Elle transforme désormais une grande partie du poulet qui est produit à Terre-Neuve-et-Labrador, et d'autres possibilités s'offrent à elle.

Pouvez-vous nous dire comment votre ministère aide les agriculteurs à élargir leurs marchés?

• (1635)

L'hon. Heath MacDonald: Monsieur Connors, cela fait sept mois que je suis en poste, et la diversification de notre marché est extrêmement importante. En parallèle, nous voulons conserver les marchés que nous avons actuellement.

Nous continuerons à nous battre dans le dossier de la Chine et du canola. Les États-Unis sont probablement notre partenaire commercial le plus important, et nous sommes en train d'examiner l'Accord Canada—États-Unis—Mexique. Nous devons procéder de façon très stratégique et rester dans les ondes publiques, car nous voyons ce qui se passe quand ce n'est pas le cas. Nous allons poursuivre dans cette voie.

Les fonds que nous investissons dans la diversification commerciale, avec un nouveau bureau des exportations, une stratégie d'exportation et plus de fonds pour Affaires mondiales, qui est pertinent à cet égard, je pense que cela en dit long... Compte tenu de la situation actuelle, il est important pour nous de poursuivre dans cette voie. Comme je l'ai dit, l'année prochaine, la situation sera peut-être différente, mais pour l'instant, il est extrêmement important que nous continuions d'investir tout en veillant, parallèlement, à ce que la technologie et l'innovation soient à l'avant-garde de nos industries et de nos secteurs.

Paul Connors: Merci.

Je vais partager mon temps de parole avec la députée Dandurand.

[Français]

Marianne Dandurand: Merci beaucoup.

Je vais vous poser une autre question en français, monsieur le ministre.

Il y a un manque criant de main-d'oeuvre dans les régions. C'est particulièrement difficile dans le secteur agricole.

Pouvez-vous nous dire ce qui se passe au sujet du Programme des travailleurs étrangers temporaires dans le secteur agricole? Est-ce qu'on continue d'appuyer ces travailleurs et de les rendre disponibles pour le secteur agricole?

[Traduction]

L'hon. Heath MacDonald: Nous ne pouvons pas faire ce que nous voulons faire dans le domaine agricole sans l'aide des travailleurs étrangers temporaires. Ces derniers jouent un rôle important dans toutes les exploitations agricoles et dans la transformation des fruits de mer. Peu importe d'où vous venez. Je crois que le Québec — ne me citez pas sur ces chiffres — accueille environ le tiers des travailleurs étrangers temporaires. Il y en a environ 77 000 dans ce pays, et je pense que 25 000 ou 26 000 se trouvent au Québec. Cela montre à quel point ils sont importants là-bas. Si nous voulons que nos produits sortent de la chaîne de transformation ou des champs, nous avons besoin de travailleurs étrangers temporaires.

Parfois, nous entendons des questions au Parlement, et des gens se lèvent pour y répondre, mais chaque fois que nous parlons en mal des travailleurs étrangers temporaires sous un aspect ou un autre, des agriculteurs me disent: « Voulez-vous bien arrêter de parler des travailleurs étrangers temporaires? » C'est dire à quel point ces travailleurs sont importants pour eux. Ils ne veulent pas compromettre un programme qui existe depuis une cinquantaine d'années dans de nombreux secteurs, dont beaucoup relèvent de mon portefeuille. C'est extrêmement important, et parfois, en tant que membres de la classe politique, nous n'y rendons pas justice.

Faut-il y apporter des changements? C'est à quelqu'un d'autre d'en décider, mais je peux vous dire que ces travailleurs sont extrêmement importants dans ce pays. J'aimerais ajouter que nous oublions parfois que nous essayons d'exporter nos produits vers le Mexique, par exemple. Les travailleurs étrangers temporaires qui viennent au Canada sont également très importants pour le Mexique. Nous devons nous rappeler de temps en temps que ce n'est pas seulement notre pays qui en profite; nos partenaires commerciaux ont à y gagner, eux aussi. Si nous sommes en train de négocier, nous ne voulons pas dire que nous ne voulons plus de leurs travailleurs.

Le président: Merci.

Je vais donner la parole à M. Lemire.

Vous disposez de deux minutes et demie, s'il vous plaît.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, comme vous le savez, en comité parlementaire, comme ici, au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, on nous écoute. On m'a rapporté que votre réponse à ma question sur l'importation frauduleuse de volaille et les tests d'ADN de l'Université de Trent n'était pas tout à fait exacte.

On me dit que la rencontre ne s'est pas bien déroulée et que le lien de confiance s'est particulièrement effrité lorsque la vice-présidente de l'ACIA a laissé entendre assez clairement qu'aucun test ne serait fait et qu'on laisserait la volaille frauduleusement déclarée

comme poule de réforme, notamment celle en provenance des États-Unis, entrer sur le marché sans vérification.

Est-ce la position officielle du ministère? Allez-vous laisser tomber complètement les gens en ce qui a trait à cet enjeu?

• (1640)

[Traduction]

L'hon. Heath MacDonald: Pour être très honnête, j'étais dans la belle province jusqu'à la fin de semaine. On ne m'a pas parlé de ce sujet, mais j'espère que ce n'est pas le résultat final de cette réunion.

[Français]

Sébastien Lemire: Je suis content de l'entendre.

Au sujet d'une autre question, j'ai sollicité une rencontre avec vous, il y a plusieurs mois, peu après votre nomination, et je veux réitérer l'importance de cette rencontre pour moi et ma région. Cela concerne l'Unité de recherche et de développement en agroalimentaire en Abitibi-Témiscamingue, ou URDAAT, à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, l'UQAT.

L'agriculture, au Canada, ça se fait aussi en milieu nordique et dans des plaines argileuses. Pendant de nombreuses années, on a financé une unité de recherche à Kapuskasing. Depuis une quinzaine d'années, ce financement est tombé à zéro. Heureusement, l'URDAAT a pris le relais. On se demande pourquoi Agriculture et Agroalimentaire Canada ne mettrait pas en place un projet pilote avec l'UQAT pour faire avancer la recherche sur l'agriculture en milieu nordique. La somme qui était accordée à cette ferme expérimentale de Kapuskasing pourrait servir à développer l'agriculture dans le grenier du Québec, qui est aussi l'Abitibi-Témiscamingue. Je veux donc de nouveau vous remettre les documents et solliciter une rencontre avec vous.

Seriez-vous prêt à me rencontrer ou à rencontrer les gens de l'URDAAT au cours des prochaines semaines, puisque le congé des Fêtes approche? Serait-ce une bonne période pour les rencontrer?

[Traduction]

L'hon. Heath MacDonald: Oui, sans doute.

Comme je l'ai dit plus tôt, j'étais à l'Université Laval la semaine dernière. Elle reçoit 10 ou 11 millions de dollars pour mener des recherches scientifiques et se pencher sur de nombreux sujets, mais une grande partie des travaux portent sur la science végétale. Nous entretenons un partenariat étroit avec elle.

Je serais heureux d'en discuter.

[Français]

Sébastien Lemire: Merci.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup d'être ici.

Monsieur le ministre, nous vous remercions de nous avoir accordé de votre temps et d'avoir prolongé un peu votre comparution. Je sais que vous étiez ici à l'heure et prêt à répondre aux questions, alors merci pour ces 10 ou 15 minutes de plus.

Nous allons maintenant suspendre la séance pendant environ 5 ou 10 minutes afin de passer de la partie publique à la partie à huis clos pour la suite de notre réunion. Je ne pense pas que certains membres du Comité soient en ligne, alors nous allons suspendre la séance.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>